

Pour une autre recherche agronomique, accompagner les innovations paysannes pour un développement agricole durable

L'agriculture « productiviste » promue par l'INRA, les instituts techniques et de nombreuses institutions de recherche et développement¹ s'est révélée être destructrice et excluante :

- D'une part, la recherche incessante de compétitivité est allée de pair avec une intensification et une spécialisation exagérées des systèmes de production agricole. Les énormes investissements ont conduit à des orientations exclusives pour plus de rentabilité et à la pratique d'itinéraires techniques standards à grande échelle dans des conditions de plus en plus homogènes. Ceci a contribué à la disparition progressive des systèmes fondés sur la polyculture-élevage, et un « divorce » croissant entre les cycles du carbone et de l'azote (diminution des taux d'humus dans les sols, pollution des nappes par les nitrates), et à un usage systématique des pesticides chimiques.
- D'autre part, nombreux ont été les agriculteurs qui n'ont guère pu réunir les moyens qui étaient nécessaires pour investir sans cesse d'avantage et « rester dans la course » à la compétitivité. D'où le départ précipité de nombreux paysans vers les villes et la « désertification » préjudiciable de régions entières dont le seul tort est d'être moins favorables que les autres à la mise en œuvre des nouvelles techniques standards.

Si la responsabilité des conséquences de cette agriculture productiviste ne revient pas à la seule recherche agronomique, il convient de s'interroger sur le fait de savoir si les chercheurs ne sont finalement pas de fait « complices » d'une telle évolution lorsqu'ils conçoivent ou mettent en œuvre leurs travaux de recherche.

Depuis moins d'un siècle, la recherche agronomique officielle a déployé surtout ses efforts sur la sélection ou la fabrication de variétés à haut potentiel de rendement photosynthétique à l'unité de surface, dont les produits devaient répondre de plus en plus aux normes de « qualité » exigées par la transformation agro-industrielle. Au nom des économies d'échelle, pour rentabiliser au plus vite les investissements de la recherche, il ne fallait sélectionner qu'un nombre limité de variétés pour pouvoir les cultiver en diverses saisons et sous différentes latitudes, indépendamment de celles des quelques stations expérimentales de sélection. Les coûteux investissements réalisés dans la recherche génétique devaient ainsi théoriquement pouvoir bénéficier d'emblée au plus grand nombre possible de producteurs. Mais de façon à pouvoir strictement comparer leurs potentiels génétiques, toutes choses égales par ailleurs, les nouvelles variétés ont été testées en stations expérimentales, dans des conditions écologiques et techniques parfaitement maîtrisées : parcelles planes bénéficiant d'une totale maîtrise de l'eau, sols profonds et de grande « fertilité naturelle »,

¹ Malgré cette tendance dominante, ces instituts ne sont pas monolithiques et comprennent en leur sein des chercheurs qui essaient de faire évoluer la recherche vers plus d'agro-écologie.

emploi d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires, implantation de chacune des variétés en « culture pure », sans association avec d'autres espèces végétales, etc.

D'où le fait que les nouveaux cultivars n'ont ensuite été capables d'exprimer pleinement leurs potentiels génétiques que moyennant le recours à de nouvelles infrastructures et l'emploi de grandes quantités d'engrais minéraux et de produits phytosanitaires. Il fallut donc procéder presque toujours à de gros investissements en matière d'irrigation, de drainage, de travail du sol, et de lutte chimique contre les plantes adventices et les insectes prédateurs, avec pour effet de standardiser, simplifier et fragiliser exagérément les agro-écosystèmes. Les hauts rendements obtenus avec les nouvelles variétés n'ont donc pas seulement exigé des dépenses monétaires importantes de la part des agriculteurs mais se sont aussi parfois traduits par des coûts écologiques et sanitaires non négligeables pour la société dans son ensemble. Les rendements n'augmentent plus dans les mêmes proportions qu'autrefois et tendent même parfois à baisser, lorsque du fait des nouvelles pratiques agricoles, apparaissent de graves déséquilibres écologiques : prolifération d'insectes prédateurs résistants aux pesticides, multiplication d'herbes adventices, épuisement des terrains en oligo-éléments, salinisation des sols mal irrigués et insuffisamment drainés, etc.

A l'opposé de cette démarche uniformisatrice, nombreuses sont encore les paysanneries qui, faute de disposer des moyens nécessaires pour « mettre à profit » les nouvelles variétés issues des stations expérimentales, continuent de pratiquer des systèmes de production agricole hautement diversifiés, permettant la cohabitation durable d'un grand nombre d'espèces, races et variétés, domestiques et spontanées. Ces agriculteurs pratiquent encore une sélection artisanale d'espèces, races animales et variétés végétales adaptées aux écosystèmes dans lesquels ils cultivent les plantes ou pratiquent l'élevage. Ils adaptent au mieux les systèmes de culture et d'élevage aux conditions écologiques environnantes : adaptation aux sols, aux microclimats, aux prédateurs, aux insectes, aux « mauvaises » herbes, etc. Ils privilégient alors la croissance et le développement des plantes et animaux sélectionnés, sans avoir nécessairement à remanier totalement les écosystèmes d'origine ni à éradiquer totalement les éventuels concurrents, prédateurs et agents pathogènes. Les systèmes de production mis en œuvre par ces paysans permettent souvent de tirer au mieux profit des cycles du carbone, de l'azote et des éléments minéraux, tout en limitant les consommations d'engrais chimiques, de carburants et de produits phytosanitaires. Ces systèmes font preuve d'une relativement grande efficacité en matière de rendement calorique et protéique à l'hectare. *Mais ils restent encore trop peu étudiés par les instituts de recherche agronomique et de développement rural, publics et privés.*

La fonction des chercheurs en agriculture est à repenser totalement. Les priorités en matière de budgets, thématiques et protocoles de recherche seront préalablement discutés et débattus par des instances où seront notamment représentés les agriculteurs dans leur diversité, les associations de consommateurs et les organisations environnementalistes. Les chercheurs ne seraient plus évalués par leurs pairs seulement en relation avec le nombre d'articles publiés dans les revues scientifiques à comité de

lecture mais aussi en fonction de l'adéquation de leurs travaux aux exigences du développement durable.

Les programmes de recherche en agronomie devraient comprendre un suivi attentif des techniques agricoles et une évaluation rigoureuse des expérimentations paysannes, sans préjuger de ce qui serait "meilleur" pour les agriculteurs. Par ailleurs, les obstacles à l'accroissement des productions agricoles n'étant pas seulement d'ordre agro-écologique mais aussi social (structures agraires injustes, législations foncières inadéquates, conditions inégales de concurrence), la recherche en agronomie devrait être couplée plus systématiquement avec la recherche en sciences sociales pour mettre en évidence les fondements agro-écologiques et socio-économiques des systèmes de production actuellement pratiqués par les diverses catégories d'agriculteurs.

Le développement de recherches partagées entre scientifiques et société (comme par exemple le programme « science in society » de l'UE) devrait être encouragé, en ce que cela permet d'« accrocher » les recherches à des terrains exprimés par des acteurs sociaux (par exemple les consommateurs) et de développer une capacité d'expertise et de contre-expertise de la société civile. Le champ de l'agriculture et activités connexes s'avère particulièrement propice à ces recherches partagées.